

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 1 du 8 janvier 2015

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

Texte 3

ARRÊTÉ

de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour des installations du dépôt d'hydrocarbures de la Société française Donges-Metz sur la commune de D'Huison-Longueville (Essonne).

Du 21 mai 2014

ARRÊTÉ de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour des installations du dépôt d'hydrocarbures de la Société française Donges-Metz sur la commune de D'Huison-Longueville (Essonne).

Du 21 mai 2014

NOR D E F S 1 4 5 2 2 8 8 A

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 503.1.5

Référence de publication : BOC n° 1 du 8 janvier 2015, texte 3.

Le ministre de la défense,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2012 ⁽¹⁾ relatif à la prescription du plan de prévention des risques technologiques autour des installations du dépôt d'hydrocarbures de la Société française Donges-Metz sur la commune de D'Huison-Longueville (Essonne) ;

Vu la lettre n° 14-01547-DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT1 du 5 mai 2014 relative à la prorogation du délai d'élaboration de trois plans de prévention des risques technologiques PPRT ;

Considérant qu'en application de l'article R515-40 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques technologiques devait être approuvé dans un délai de dix-huit mois à compter du 21 décembre 2012 soit au plus tard le 21 juin 2014 ;

Considérant que les études supplémentaires de réduction du risque à la source n'ont pas permis d'aboutir à l'élaboration du PPRT dans les délais prescrits ;

Considérant qu'il est nécessaire d'associer le parc naturel régional du Gâtinais français et le syndicat intercommunal d'aménagement de réseaux et de cours d'eau aux travaux d'élaboration du PPRT,

Arrête :

Art. 1er. Le délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour des installations du dépôt d'hydrocarbures de la Société française Donges-Metz sur la commune de D'Huison-Longueville (Essonne) est prolongé de dix-huit mois. L'arrêté d'approbation de ce plan devra intervenir avant le 22 décembre 2015.

Art. 2. La liste des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT prévue au paragraphe I. de l'article 4. de l'arrêté du 21 décembre 2012 ⁽¹⁾ susvisé est complétée par :

- le président du syndicat intercommunal d'aménagement de réseaux et de cours d'eau ou son représentant ;
- le directeur du parc naturel régional du Gâtinais français ou son représentant.

Art. 3. Un exemplaire du présent arrêté est notifié par le préfet de l'Essonne aux personnes et organismes associés définis à l'article 4. de l'arrêté du 21 décembre 2012 ⁽¹⁾ susvisé.

L'arrêté doit être affiché pendant un mois dans la mairie de la commune de D'Huison-Longueville.

Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet de l'Essonne, dans un journal habilité à insérer des annonces légales dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de l'Essonne et au *Bulletin officiel des armées*.

Art. 4. Le préfet de l'Essonne, le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le directeur départemental des territoires de l'Essonne et le maire de la commune de D'Huison-Longueville sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*L'ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,
sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement,*

Stanislas PROUVOST.

(1) n.i. BO.